

VOUS
AVEZ DIT
REPRISE?

L'économie américaine plombée par une consommation en berne

Le chômage de longue durée a atteint son niveau le plus élevé depuis 1948.

«Nous commençons à voir la sortie du tunnel», mais «il reste un long chemin à faire», et il ne sera pas possible de remplacer «du jour au lendemain» les 8,4 millions d'emplois détruits depuis le début de la récession en décembre 2007, a prévenu le président Obama, le 2 avril, dans un discours prononcé en Caroline du Nord. La veille, le secrétaire au Trésor, Tim Geithner, avait été encore plus clair, déclarant sur la chaîne NBC que le chômage allait demeurer à un niveau «inacceptable» durant «une très longue période».

Les analystes attendaient 184 000 créations d'emplois en mars. Il n'y en aura eu au final que 162 000. Et si ce chiffre est le plus élevé depuis mars 2007, encore faut-il tenir compte du fait que 48 000 de ces embauches correspondent à des emplois temporaires, spécialement créés par le gouvernement pour effectuer le recensement de la population. Le nombre des destructions d'emplois est peut-être le plus faible depuis un an. Mais, autre signe de fragilité de la reprise, il a bondi de 61% entre février et mars.

D'ailleurs, le taux de chômage officiel demeure stable, à 9,7%, et le chômage de longue durée a atteint son niveau le plus

élevé depuis 1948 puisqu'il concerne 40% des chômeurs, contre 26% lors de la récession de 1981.

AU CŒUR DU PROBLÈME, LES SALAIRES

Sans compter qu'il y a déjà huit mois, la banque centrale américaine (Fed) estimait que le taux de chômage réel du pays atteignait 16%, si l'on tenait compte des «travailleurs découragés», qui voudraient un travail mais n'en cherchent même plus, et de ceux qui travaillent un nombre d'heures inférieur à ce qu'ils souhaiteraient.

Compte tenu de la croissance de la population active, l'économie américaine devrait générer au moins 100 000 emplois par mois, pour seulement stabiliser le taux de chômage. Encore faudrait-il pour cela que l'activité économique du pays redémarre pour de bon, ce qui est loin d'être le cas. Fin mars, le gouvernement a dû revoir à la baisse son estimation de croissance du PIB (Produit intérieur brut).

Le principal moteur de l'économie américaine, la consommation des ménages, reste en rade. Si ces derniers se remet-

tent à dépenser un petit peu plus (+0,3% en février), ils le font avant tout en puisant dans leur épargne, ce qui ne pourra durer éternellement. Le taux d'épargne des ménages est ainsi tombé à son plus bas niveau depuis octobre 2008. De plus, lorsqu'ils achètent, les Américains le font pour assurer le quotidien, puisque la hausse des achats concerne les biens non durables et les services et que la consommation des biens durables a au contraire chuté. «Les faibles gains dans les salaires ont été le problème. Cela doit changer si l'on veut que les ménages soient en mesure de continuer à dépenser», relève un économiste indépendant, Joel Naroff.

Mais pour négocier de bons salaires, encore faut-il que les syndicats de salariés puissent exister dans toutes les entreprises, ce qui est loin d'être le cas dans le cadre de la législation américaine actuelle (*lire FO Hebdo n°2912*). L'adoption du «Free Choice Act», projet de loi en cours de discussion au Congrès et qui permettrait d'améliorer des droits syndicaux pour l'instant *a minima* et que la confédération syndicale AFL-CIO revendique depuis de nombreuses années, redouble donc d'importance.